



## RAIL UNION STATEMENT FOR 13 APRIL PROTEST AT EUROPEAN RAIL AGENCY, LILLE: "RAIL SAFETY – NOT EU RAIL PRIVATISATION"

We call upon the European Railways Agency (ERA) to give a clear commitment that rail safety and jobs will not be sacrificed in the interests of competition and profit.

We note that:

- the ERA is responsible for implementing the rules governing the European internal market across national rail systems;
- since 2006 liberalisation of rail freight has led rail unions to raise serious concerns over safety following a series of avoidable accidents involving privatised freight operators including in the Channel Tunnel (21 August 2006 and 11 September 2008), Montauban (26 April 2008), Livernan (21 May 2009), Viareggio (29 June 2009),
- the Inter-Governmental Commission on the Channel tunnel is examining the safety regime to prepare the route to meet European Union requirements to open international passenger traffic to competition from 1 January 2010;
- the UK secretariat of the IGC safety authority has said that in light of European rail legislation it is time to ask whether current safety rules remain relevant.
- Eurostar is the only passenger train operator that satisfies the current safety regime;
- the current review of safety appears likely to scrap the requirement that passenger trains using the tunnel be able to split in half and leave in separate directions in the event of an emergency;
- the escape doors from the main tunnels to the emergency service tunnel that runs between them are 375 metres apart - a standard-length train could find itself stranded some distance from an escape door in a fire, forcing passengers to travel further on foot, possibly through smoke, to reach an exit;

We reject any weakening of operational safety rules governing cross-border rail traffic. We are concerned that the drive to competition contained in the EU rail packages is causing national and international safety authorities to put the interests of competition before safety.

We call on all transport unions and organisations that defend public transport and the environment to oppose the systematic destruction of national rail networks, jobs and safety standards brought about as a result of the implementation of European Union rail liberalisation packages.

We call for:

- Sustainable development of a publicly-owned, socially-responsible, high-quality, integrated railway;
- Development of a railway with vocational training and occupational health and safety for workers, thus helping secure a high-quality, safe service for the public;
- Valuing rail workers, by increasing their wages and improving their working conditions, with full, permanent employment rights, recognising workers as the core element in transport services;
- An improved system of collective bargaining, as a means to solving industrial disputes, based on the assumption that negotiating working conditions is a sign of social progress.
- Because EU rail liberalisation packages are not just contrary to trade union perspectives but are having a negative effect on our societies, on rail users and workers, as a first step, we are calling for a mass protest at the offices of the European Railway Agency in Lille on Tuesday 13 April 2010.



## POUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE : NON A LA PRIVATISATION DU RAIL PAR L'UNION EUROPÉENNE

Nous exigeons de l'Agence ferroviaire européenne (AFE) qu'elle s'engage à ne pas sacrifier la sécurité ferroviaire et l'emploi pour favoriser la concurrence et la rentabilité.

Nous notons que:

- l'AFE est responsable de l'application des règles régissant le marché intérieur européen à travers les systèmes ferroviaires nationaux,
- depuis la libéralisation du fret ferroviaire en 2006, les syndicats de cheminots s'inquiètent sérieusement pour la sécurité des circulations à la suite d'une série d'accidents qui auraient pu être évités. Ces accidents ont impliqués des sociétés ferroviaires d'exploitation privées de fret dans le tunnel sous la Manche (21 août 2006 et 11 septembre 2008), à Montauban (26 avril 2008), à Livernan (21 mai 2009) et à Viareggio (29 juin 2009),
- la Commission inter-gouvernementale (CIG) sur le tunnel sous la Manche examine les règles de sécurité de circulation dans le tunnel afin de répondre aux exigences de l'Union européenne d'ouvrir le trafic international de passagers à la concurrence à partir du 1er janvier 2010,
- le secrétariat britannique de l'autorité de sécurité de la CIG a déclaré que, compte tenu de la législation ferroviaire européenne, il est temps de se demander si les règles de sécurité actuelles demeurent pertinentes,
- Eurostar est la seule société ferroviaire d'exploitation de trains de voyageurs qui satisfait le régime de sécurité en vigueur,
- la révision actuelle de la sécurité envisage de supprimer la condition selon laquelle, en cas d'urgence, les trains de voyageurs empruntant le tunnel doivent pouvoir se scinder en deux et partir dans des directions différentes,
- les sorties de secours des portes des tunnels principaux menant au tunnel de service d'urgence sont distantes de 375 mètres. Un train de longueur standard pourrait se trouver bloqué à une certaine distance d'une issue de secours, obligeant ainsi les passagers à marcher le long des voies -éventuellement à travers la fumée- pour l'atteindre,

Nous rejetons tout affaiblissement des règles de sécurité opérationnelles régissant le trafic ferroviaire transfrontalière. Nous craignons que l'ouverture à la concurrence, contenue dans les paquets ferroviaires de l'UE, permette aux autorités nationales et internationales de privilégier les intérêts de la concurrence avant la sécurité.

Nous appelons TOUS les syndicats du transport et les organisations défendant les transports publics et l'environnement à s'opposer à la destruction systématique des réseaux ferroviaires nationaux, des emplois et des normes de sécurité suite à la libéralisation du rail issue des paquets ferroviaires de l'Union Européenne.

Nous demandons:

- le développement à long terme d'un système ferroviaire intégré de propriété publique, socialement responsable et de grande qualité,
- le développement d'un système ferroviaire avec des formations professionnelles adaptées et une prise en charge de la santé et de la sécurité des travailleurs, contribuant ainsi à assurer un service de qualité élevée et sûr pour ses usagers,
- la valorisation des cheminots. Valorisation qui passe par l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la garantie des droits, un emploi permanent et statutaire. Il faut reconnaître que les travailleurs sont au cœur de l'industrie du transport,
- un meilleur système de négociation collective et un moyen de résoudre les conflits du travail, fondé sur l'hypothèse que la négociation des conditions de travail est symbole de progrès social.

Les paquets de libéralisation ferroviaire de l'UE sont contraires aux perspectives syndicales et ont un effet négatif sur nos sociétés, sur les usagers du rail et les travailleurs. C'est pourquoi nous appelons à une manifestation de masse devant le siège de l'Agence ferroviaire européenne à Lille, mardi 13 avril 2010.





*Etienne*



*W. J. J. J.*



*Blain CAMPBELL*



*M. Wank*



*[Signature]*



*[Signature]*



*[Signature]*



*Jack O'Connor*



*Bob Cross*



*José Manuel*



*[Signature]*



*[Signature]*



*[Signature]*



*[Signature]*



*[Signature]*



World Federation of Trade Unions  
EUROPEAN REGIONAL OFFICE  
Archermos str.29, P.O.BOX 21885,  
1514 Nicosia-Cyprus  
Tel: +357.22866523, 22866400,  
Fax: +357.22866492  
E-mail: info@eurof-wftu.org.cy

National Union of Rail, Maritime & Transport workers  
39 Chalton St.  
London  
NW1 1JD  
Tel: +44 20 7539 8307  
Email: m.carty@rmt.org.uk